



Depuis la Révolution française, l'enseignement de l'histoire est associé à la construction d'une « identité nationale ». En prenant la forme d'un récit ethnocentré, l'histoire scolaire devait permettre l'intégration de tous les futurs citoyens de la République, quelles que soient leurs identités originelles, dans un ensemble politique unique.

Aujourd'hui, alors que la période est favorable à la reconnaissance des « identités plurielles », les exclus du roman national réclament l'ajustement des programmes scolaires et critiquent la fabrique scolaire de l'histoire vue comme un instrument de domination.

Le moment est propice pour interroger la manière dont l'histoire scolaire est fabriquée. De fait, l'enseignement de l'histoire à l'école est le produit d'une chaîne de responsabilités dont il nous faut interroger chacun des maillons : pourquoi et comment apprendre l'histoire, et quelle histoire ? Car c'est une politique du passé qui s'exprime à travers ce montage. Une politique où la question d'une histoire commune et donc de l'universalité est en jeu.

Emmanuelle Picard est historienne au Service histoire de l'éducation (INRP-ENS) et membre du CVUH.

[Écouter la conférence-débat](#) avec Laurence de Cock et Emmanuelle Picard, Approches Cultures & Territoires – AGONE, Marseille